

*Miguel Díaz-Canel met en
lumière la capacité de résistance
du peuple cubain*



Photo: Estudios Revolución

La Havane, 1er déc. (RHC)- Le président cubain, Miguel Díaz-Canel a mis en lumière la capacité de résistance du peuple cubain lors de la réunion du Conseil des ministres qui a analysé la stratégie économique à suivre l'année prochaine.

«Ce peuple est digne, et ce peuple a eu une formidable capacité de résistance et de ne pas se laisser vaincre» a souligné Miguel Díaz-Canel devant le Conseil des ministres peu après l'approbation du plan économique et le budget 2022 qui seront présentés à la députation lors de la prochaine session de l'Assemblée Nationale.

Le président cubain a appelé aux initiatives créatrices pour respecter les plans tracés pour l'année prochaine.

«Nous devons le faire d'une manière inspiratrice, a-t-il souligné, car ce que ce peuple a fait, au milieu de l'agression dont il a été victime, plus les effets de la pandémie, est héroïque. Et cela a beaucoup à voir avec la ténacité avec laquelle ils ont travaillé, avec la détermination, avec l'engagement. Des erreurs ont été commises, certaines choses ne se sont pas bien passées, mais cette ténacité au fil du temps nous donne raison ».

«Nous allons critiquer tout ce qui n'a pas marché, tout ce que nous n'avons pas réussi à résoudre ; nous allons insister sur les insatisfactions, sur ce que nous voulons proposer, a-t-il souligné, mais nous allons aussi dire ce qui a été fait, parce que tout ce qui a été fait et les progrès réalisés, dans les conditions actuelles, a un immense mérite » a-t-il ajouté.

Dans ses efforts pour relancer l'économie cubaine et retrouver des niveaux d'activité, le chef de l'État a défini la prémisse fondamentale de maintenir le contrôle de la pandémie.

Il a donc insisté sur la nécessité d'étudier les nouvelles souches du virus qui apparaissent dans le monde, de conclure la vaccination de toute la population cubaine, d'avancer dans l'application de la dose de rappel et dans la recherche associée à ce processus, de continuer à perfectionner le protocole pour affronter le Covid-19 et de poursuivre l'analyse critique de ce qui n'a pas fonctionné et de ce qui doit être amélioré.

Il a également souligné la nécessité de faire avancer les services de santé qui ont été interrompus à cause de l'épidémie.

PLAN ÉCONOMIQUE 2022: LE DÉFI DE RETROUVER DES NIVEAUX D'ACTIVITÉ

«Après deux années de contraction de l'économie cubaine, à partir du second semestre de 2021, le pays a entamé un processus progressif de récupération des niveaux d'activité, qui devrait se maintenir au cours de l'année 2022 », a déclaré Alejandro Gil Fernández, vice-premier ministre et ministre de l'Économie et de la Planification, en commentant les principaux aspects qui distinguent la proposition de plan conçue pour l'année prochaine.

Il a souligné que l'objectif pour 2022 est d'avancer vers un processus de stabilisation macroéconomique et de récupération du rôle du peso cubain comme centre du système financier, dans le but de stopper le processus inflationniste; de stabiliser la production d'électricité, un aspect vital non seulement pour la croissance économique, mais aussi pour servir la population ; d'accorder une attention prioritaire aux personnes, aux ménages et aux communautés en situation de vulnérabilité ; de transformer le système des entreprises publiques, principal objet du modèle économique cubain, qui nécessite un saut en termes de participation et d'efficacité ; et de décentraliser les compétences en accordant une plus grande autonomie aux municipalités afin de promouvoir le développement territorial.

Compte tenu de ces priorités, a-t-il ajouté, des ressources ont été affectées à la préparation du plan, qui prévoit également un soutien à la production nationale de médicaments, dans le but de retrouver la stabilité de leur approvisionnement.

Dans notre pays, a reflété Gil Fernández, tout est important, mais au milieu de la situation actuelle, nous devons être capables de comprendre «ce qui vient en premier», car il y a des questions qui sont

nécessaires, mais qui passent au second plan.

Concernant les investissements en particulier, il a fait remarquer que 58% d'entre eux sont concentrés dans les secteurs prioritaires de l'économie. Il s'agit d'investissements essentiels pour le pays, a-t-il déclaré, qui soutiendront la croissance économique.

Parmi les principales destinations, il a souligné celles liées à la production alimentaire, aux usines de ciment et d'acier, à la construction de chambres dans le secteur du tourisme et à la construction de logements. «Nous allouons des ressources aux investissements et nous devons les faire bien».

En ce qui concerne le développement territorial, le ministre de l'Économie et de la Planification a insisté sur la responsabilité sociale de tous les acteurs économiques, qui doivent participer activement aux stratégies de développement des municipalités en tant qu'instrument pour stimuler le développement économique et social de ces territoires.

D'autre part, il a également souligné le soutien apporté aux activités scientifiques, technologiques et d'innovation. «Nous ne pouvons pas baisser les bras face à la pénurie, a-t-il déclaré, mais au contraire, nous devons allouer des ressources à ces fins afin de faire progresser le développement de la nation».

Dans la conception du plan, a expliqué Alejandro Gil, les principaux efforts sont également axés sur des aspects tels que la priorité accordée à la production alimentaire nationale, le suivi de l'amélioration du commerce intérieur, le respect du plan de circulation de détail de l'État en pesos cubains, la garantie du contrôle des dépenses à tous les niveaux budgétaires, l'efficacité du processus d'investissement et le redoublement des efforts pour attirer les investissements directs étrangers.

BUDGET DE L'ÉTAT POUR 2022 : CONTRIBUER À UNE MEILLEURE PERFORMANCE DE L'ÉCONOMIE

Le budget de l'État qui sera approuvé pour 2022 doit permettre une meilleure performance de l'économie, a de son côté déclaré Meisi Bolaños, ministre des Finances et des Prix, lors de la présentation au Conseil des ministres de la proposition qui a été conçue pour l'année prochaine.

Sur cette voie, a-t-elle dit, l'objectif est de projeter une réduction significative du financement courant au système des entreprises et aux unités budgétisées pour un traitement spécial, sur la base de la stimulation de la croissance productive des biens et services.

Dans un scénario où l'intensification du blocus économique, commercial et financier imposé par le gouvernement des États-Unis persistera, ainsi que les effets de la crise économique provoquée par le Covid-19, le projet de budget de l'État pour l'année 2022 tient compte du redressement progressif de l'économie.

«Il est important, a-t-elle indiqué, de ratifier la nécessité de sa croissance en termes de production d'aliments et d'autres biens, non seulement pour la satisfaction des besoins actuels et de la demande de la population, mais aussi pour les revenus générés pour le budget.

Selon les explications fournies par la ministre des Finances et des Prix, il est également prévu de fournir une couverture financière, entre autres, pour le maintien des services et des programmes sociaux, l'attention aux situations de vulnérabilité, la transformation sociale dans les quartiers et les communautés, la réalisation des plans de construction de logements, l'attention aux mères de trois enfants mineurs ou plus, les mesures approuvées pour renforcer le secteur des entreprises, la création de nouveaux acteurs économiques et la mise en œuvre de la tâche «Mise en ordre».

«C'est dans les budgets locaux, a-t-elle dit, que se matérialisent la fourniture et le financement des principaux services de base et programmes sociaux du pays».

Parmi les mesures proposées pour améliorer l'exécution du budget, Meisi Bolaños a souligné la priorité accordée dans les budgets locaux aux ressources destinées à la transformation des quartiers et des communautés, avec la participation de la population à la définition des actions à entreprendre; le maintien du financement des subventions massives pour les produits et services à fort impact et l'élargissement des services et des installations pour les contribuables, avec l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications.

«Pour un meilleur résultat budgétaire, a-t-elle dit, il est indispensable de collecter davantage de recettes, et il est essentiel d'identifier et de collecter toutes les réserves qui existent à cet égard, sur la base de la reprise progressive de l'économie et de la croissance des niveaux d'activité».

En ce qui concerne les deux premières questions évaluées lors de la réunion, le Premier ministre a insisté sur la responsabilité des cadres de rechercher des solutions alternatives, d'analyser les expériences de tout ce que nous avons vécu pour ne pas commettre les mêmes erreurs, et de trouver le véritable potentiel que nous avons, dont beaucoup sont encore inexploités.

Tout ce que nous ferons en 2022, a-t-elle souligné, doit être axé sur un objectif final, à savoir le peuple: le peuple doit être reflété dans tout ce que nous ferons au cours de l'année à venir. En ce sens, elle a demandé un moyen de mieux contrôler l'exécution du plan et des budgets sur une base mensuelle, afin d'éviter l'accumulation des problèmes et de les corriger dès l'apparition d'une déviation.

TRAVAILLER DIFFÉREMMENT

«Nous avons conçu ce Plan d'économie avec un ensemble de nouveaux éléments qui nous obligent à travailler de manière différente, avec une certaine flexibilité, qui doit commencer par la réflexion et avec une plus grande rigueur dans les exigences et le contrôle», a commenté le président de la République, en faisant référence aux deux premiers aspects analysés par le Conseil des ministres.

«Les principaux processus, a-t-il dit, vont se développer dans la municipalité, et en cours de route, des contradictions apparaîtront que nous, depuis les structures nationales, devons aider à résoudre».

D'où l'accent qu'il a mis sur le renforcement de la préparation à cette nouvelle réalité, ce qui nécessite une analyse de la pensée, du système structurel et de travail, mais aussi du budget.

«Nous devons être capables de savoir comment concilier les intérêts nationaux avec les intérêts territoriaux, et à l'intérieur des intérêts territoriaux, les intérêts locaux. L'attention portée aux vulnérabilités dans les quartiers ne sont pas des idées nouvelles », a-t-il souligné, «elles étaient incluses dans les budgets de cette année, ce qui s'est passé, c'est qu'elles n'ont pas été mises en œuvre, parce que ces programmes n'ont pas été suivis.

Ses réflexions ont également porté sur d'autres questions stratégiques telles que la réorganisation des entreprises, la lutte contre l'inflation, afin que l'augmentation des revenus se traduise dans les plus brefs délais par le pouvoir d'achat dont notre population a besoin, la réalisation d'analyses financières approfondies pour réduire les coûts de production, ainsi que la relation nécessaire entre tous les acteurs de l'économie, afin que les nouvelles formes de gestion participent et s'insèrent dans les programmes de développement économique et social que nous avons, pour qu'elles ne soient pas considérées comme des entités séparées, mais comme une partie de la construction socialiste.

Il a également souligné qu'il était prioritaire d'œuvrer à la promotion d'investissements étrangers plus importants et d'un commerce extérieur plus efficace, de redresser définitivement la production alimentaire, de perfectionner l'organisation du commerce intérieur et de continuer à réduire le déficit budgétaire du pays.

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN DÉBAT

Dans le cadre de l'ordre du jour de la réunion de la plus haute instance gouvernementale, le ministre du Commerce extérieur et des Investissements étrangers, Rodrigo Malmierca, a présenté une proposition d'actualisation de la politique d'investissement étranger dans le pays, qui, depuis son approbation fin 2013, a fait l'objet d'ajustements, tant au niveau de ses principes généraux que sectoriels.

«Malgré les modifications apportées, a-t-il dit, les résultats en matière d'investissements étrangers sont bien en deçà des besoins du pays» a-t-il indiqué.

Parmi les ajustements proposés, Rodrigo Malmierca a fait état de la modification du principe faisant référence au lien entre les capitaux étrangers et les formes de gestion non étatiques, afin que les investissements étrangers puissent également être orientés vers le développement de formes de propriété non étatiques qui sont des entités juridiques.

Il a également expliqué que les principes approuvés pour la participation des coopératives agricoles aux partenariats économiques internationaux sont en cours d'ajustement, conformément aux mesures approuvées en 2021 pour stimuler la production alimentaire. Jusqu'à présent, a-t-il expliqué, il était obligatoire pour une entité étatique de participer à ce type d'entreprise.

Avant que la mise à jour de la politique ne soit approuvée par les membres du Conseil des ministres, le chef du gouvernement, Manuel Marrero, a fait remarquer que Cuba dispose d'une bonne loi sur les investissements étrangers, ce qui ne fonctionne pas bien, c'est la manière dont nous l'appliquons ou dont nous profitons de tous les avantages des normes juridiques en termes de promotion des affaires.

Il s'agit d'une question, a-t-il dit, dans laquelle il est également nécessaire d'être plus proactif.

Source: Granma et Radio Rebelde

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/278765-miguel-diaz-canel-met-en-lumiere-la-capacite-de-resistance-du-peuple-cubain>



Radio Habana Cuba